



PREFET DE LA HAUTE-MARNE

ARRETE n° 471 du 21 MAR 2013

Portant mise en demeure la société FONDERIES DE SAINT DIZIER
de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 3071 du 19 novembre 2007
et de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008
relatives à la transmission des résultats de l'autosurveillance
pour le site exploité sur le territoire de la commune de SAINT DIZIER

Le Préfet de la Haute-Marne,

Vu le code de l'environnement et notamment le Livre V Titre 1^{er} relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets,

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2363 du 09 août 1991 une fonderie par la société FONDERIES DE SAINT-DIZIER sur le territoire de la commune de SAINT-DIZIER,

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 3071 du 19 novembre 2007 pour l'exploitation d'une fonderie par la société FONDERIES DE SAINT-DIZIER à SAINT-DIZIER,

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 20 février 2013 comme suite à la visite le 09 octobre 2012 du site exploité par la société FONDERIES DE SAINT-DIZIER sur le territoire de la commune de SAINT-DIZIER,

Vu les courriers électroniques du 10 septembre 2012 et du 22 octobre 2012 par lesquels l'inspection des installations classées a demandé à la société FONDERIES DE SAINT-DIZIER à disposer d'une copie des résultats de surveillance des rejets atmosphériques du site de SAINT-DIZIER,

CONSIDERANT que les activités exercées par la société FONDERIES DE SAINT-DIZIER à SAINT-DIZIER sont de nature à présenter des dangers ou des nuisances aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et en particulier à la commodité du voisinage,

CONSIDÉRANT que le site exploité à SAINT-DIZIER par la société FONDERIES DE SAINT-DIZIER est autorisé par l'arrêté préfectoral n° 2363 du 09 août 1991 complété par l'arrêté préfectoral n° 3071 du 19 novembre 2007,

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'article 2.4.7 de l'arrêté préfectoral n° 3071 du 19 novembre 2007 prévoient en particulier l'établissement par l'exploitant d'un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses, traitant au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée, des mesures comparatives éventuellement menées, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues ainsi que de leur efficacité, et sa transmission trimestrielle à l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a transmis en 2012 à l'inspection des installations classées aucun des quatre rapports de synthèse trimestriels prévus à l'article 2.4.7 susmentionné,

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'article 2.4.7 de l'arrêté préfectoral n° 3071 du 19 novembre 2007 prévoient, par ailleurs, la transmission mensuelle par voie informatique de l'exploitant à l'inspection des installations classées des résultats des mesures qu'il réalise ainsi qu'une estimation des flux horaires et annuels des polluants mesurés,

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a transmis à l'inspection des installations classées aucun résultat de la surveillance de ses rejets atmosphériques au cours de l'année 2012,

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'article 2.4.5 de l'arrêté préfectoral n° 3071 du 19 novembre 2007 prévoient en particulier que les résultats des mesures en permanence des émissions de poussières et des mesures journalières sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a demandé une copie des résultats de mesures précités notamment par le courrier électronique du 10 septembre 2012, au cours de la visite d'inspection du 09 octobre 2012, par courrier électronique du 22 octobre 2012 et par appel téléphonique en dernier lieu le 08 février 2013 sans toutefois obtenir de réponse ,

CONSIDÉRANT que la société FONDERIES DE SAINT-DIZIER exploite une activité de fonderie de fonte d'une capacité de production de 80 tonnes par jour, visée au 2.d de l'annexe I du règlement n° 166/2006 du 18 janvier 2006,

CONSIDÉRANT que, en conséquence, les dispositions de l'arrêté ministériel modifié du 31 janvier 2008 précité sont applicables à ce site industriel,

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas réalisé la télédéclaration annuelle prévue par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié, ni pour ses émissions de polluants et de déchets de l'année 2011, ni pour ses émissions de polluants et de déchets de l'année 2010,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La société des FONDERIES DE SAINT-DIZIER, dont le siège social est situé au 38 rue Waldeck ROUSSEAU à SAINT DIZIER (52100) et le numéro SIRET est le 517 280 186 000 19, est mise en demeure pour les installations qu'elle exploite à la même adresse de se conformer aux dispositions réglementaires énoncées aux articles suivants.

ARTICLE 2 :

Dans un délai d'une semaine à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour que la transmission périodique de ses résultats d'autosurveillance soit conformes aux dispositions réglementaires des arrêtés préfectoraux n° 2363 du 09 août 1991 et n° 3071 du 19 novembre 2007. En particulier, l'exploitant respectera les dispositions suivantes :

- l'exploitant établit et transmet trimestriellement à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée, des mesures comparatives éventuellement menées, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues ainsi que de leur efficacité,
- l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées par voie informatique chaque mois les résultats des mesures qu'il réalise ainsi qu'une estimation des flux horaires et annuels des polluants mesurés,
- les données transmises par les appareils de mesure en permanence des émissions de poussières sont enregistrées en continu. Les résultats des mesures journalières sont consignés dans un registre (qui pourra être sous format informatique). Ces résultats de mesures sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de 10 ans et sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3 :

L'exploitant effectue, **au plus tard le 31 mars 2013**, sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées la déclaration prévue à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié (relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets) et conformément aux dispositions des articles 4, 4bis, 5 de ce même arrêté ministériel.

ARTICLE 4 :

Les dispositions du présent arrêté ne présagent pas des mesures complémentaires qui pourront être imposées ultérieurement à l'exploitant.

ARTICLE 5 :

En cas d'inobservation des dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des mesures et sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 6 :

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Châlons-en-Champagne. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 7 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne, le Sous-Préfet de SAINT-DIZIER, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne-Ardenne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société FONDERIES DE SAINT-DIZIER et dont une copie sera adressée pour information au maire de SAINT-DIZIER.

Fait à CHAUMONT, le 28 MAR 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture

